le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494 Le 18 octobre 2015 N° 416 PRIX : 0,60 Euro

CÔTE D'IVOIRE

L'ÉTAT EST AU SERVICE DES CAPITALISTES

CONTRE LES TRAVAILLEURS

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Editorial

Côte d'Ivoire :L'État est au service des capitalistes contre les travailleurs

Pages 3

Côte d'Ivoire :La lutte courageuse des travailleurs de Soroubat contre un patron soutenu par le pouvoir

Page 5

Sénégal : Une rentrée scolaire difficile pour les quartiers pauvres

(Page 7)

Mali : IBK rend visite à son maître de Paris

Page 8

Madagascar : Toliara et ses environs face à la dégradation climatique…

Page 10

Immigration : La SNCF condamnée pour discrimination

Page 11

France : Solidarité avec les grévistes de Air France

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

Notre site internet: www.uatci.org

é d i t o r i a l

CÔTE D'IVOIRE

L'ÉTAT EST AU SERVICE DES CAPITALISTES CONTRE LES TRAVAILLEURS !

Une fois de plus, à l'occasion d'une récente grève dans le secteur des travaux publics et du bâtiment, l'Etat ivoirien a montré que lorsque les travailleurs luttent pour leur dignité et revendiquent des améliorations de leurs conditions d'existence, il se place toujours du côté des exploiteurs.

Les travailleurs de l'entreprise de construction Soroubat se sont mis en grève durant plusieurs jours pour faire respecter leurs droits élémentaires, face à un patron qui les considère comme ces esclaves. Ils se sont battus courageusement malgré le renvoi de plusieurs d'entre eux pour fait de grève, malgré la difficulté de vivre et de nourrir sa famille en étant privé de salaire. Ils ont tenu bon grâce à leur volonté de défendre leur dignité et grâce la solidarité entre eux.

Le patron, lui, a compté sur une autre « solidarité », celle de l'appareil d'Etat qui tout naturellement a dépêché un détachement de sa force de l'ordre pour réprimer les grévistes. Cinq d'entre eux ont été mis sous les verrous comme des bandits. Ils n'ont commis aucun délit mais aux yeux de l'Etat les intérêts du patronat sont sacrés. Jusqu'aujourd'hui ils n'ont toujours pas été relâchés car le patron et le gouvernement ont décidé de sévir pour que cela serve d'exemple.

Les dirigeants de l'appareil d'Etat et ceux du patronat sont liés par de multiples liens d'intérêts communs. Ils font partie du même monde bourgeois, vivent dans les mêmes quartiers et font souvent partie de la même famille. Les travailleurs font partie d'un autre monde, celui des prolétaires ; ils constituent une classe sociale dont les intérêts sont opposés à ceux de la bourgeoisie.

Les politiciens qui se succèdent au pouvoir sont payés pour faire des discours trompeurs sur la « nation ivoirienne » destinés à faire croire que tous ceux qui appartiennent à cette nation auraient les mêmes intérêts. Et à l'occasion de la campagne électorale actuelle pour l'élection présidentielle, ils vont nous gaver un peu plus de leurs discours démagogiques. Mais la réalité est toute autre. Même s'ils vivent dans le même pays que les politiciens et les bourgeois, Ils ont des intérêts spécifiques en tant qu'exploités. Ils ont tout intérêt à s'unir et à s'organiser entre travailleurs, par delà leur origine ethnique ou géographique pour se défendre et pour bâtir une autre société où l'exploitation de l'homme par l'homme sera bannie.

*****

****

****

****

CÔTE D'IVOIRE

LA LUTTE COURAGEUSE DES TRAVAILLEURS DE SOROUBAT CONTRE UN PATRON SOUTENU PAR LE POUVOIR

Soroubat est une entreprise de travaux publics. C'est elle qui avait réalisé le prolongement de l'Autoroute qui va jusqu'à Yamoussoukro. Depuis lors, cette entreprise a décroché plusieurs chantiers qui sont en cours de travaux. Comme tant d'autres exploiteurs, aussi bien dans les zones industrielles de Vridi et de Yopougon, que dans le secteur du bâtiment, le patron de cette entreprise se croit tout permis quand il s'agit d'exploiter les travailleurs. Il emploie des travailleurs au noir et ne respecte pas le salaire légal défini pour ce secteur. Il paie sans bulletin de salaire et ne déclare pas les travailleurs à la Cnps. Les normes de sécurité ne sont pas respectées sur les chantiers. Les travailleurs sont obligés de faire des heures supplémentaires.

Ce patron se croit tout permis et il le montre avec d'autant plus d'arrogance qu'il a la certitude de l'appui des autorités politiques. Il renvoie les travailleurs comme bon lui semble, mais le dernier licenciement abusif d'un travailleur dans le chantier de construction d'un pont à Angré a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Cela a déclenché la colère longtemps retenue des travailleurs alors qu'ils étaient en train de terminer le pont. Ils se sont mis en grève et ont alors bloqué le chantier. Ils ont choisi leurs représentants pour aller expliquer au patron qu'ils ne reprendront le travail que si leur camarade est réintégré à son poste.

La direction de Soroubat, peut habituée à ce que les travailleurs lui tienne tête a aussitôt licencié cette délégation envoyée par les travailleurs. Le patron pensait certainement que les travailleurs allaient se calmer, mais c'était mal évaluer la colère qui couvait depuis le démarrage du chantier.

Au nombre de 150 sur ce chantier, les travailleurs se sont alors organisés pour mettre en place des piquets de grève présents 24h sur 24, pour empêcher toute activité, y compris le déplacement du matériel roulant. Ils ont exigé la réintégration de leurs camarades renvoyés. Ils ont saisi aussi cette occasion pour ajouter toute une liste de revendications relatives à leurs conditions de travail, le paiement des arriérés de salaire et des indemnités.

Pour renforcer leur mouvement, ils ont aussi entraîné dans la grève les autres chantiers de Soroubat, où les travailleurs sont eux aussi confrontés aux mêmes problèmes. Il s'agit du chantier PK 24 à Yopougon (qui emploie environ 200 travailleurs) ainsi que ceux de Bassam, de Koumassi, de Taabo et de Yamoussoukro. Tous ces chantiers ont rejoint le mouvement ; soit au total plus de 500 travailleurs en grève.

L'Etat avec son administration civile et militaire ont pris fait et cause pour le patron, contre les travailleurs. Ce qui fait que ces derniers ont eu à faire face à deux fronts durant cette grève.

Les travailleurs ne sont pas des criminels, ils ne font que défendre leurs droits !

Des délégués des travailleurs ont été « convoqués » à « la Brigade de recherche » et maintenus tout un jour dans leurs locaux. La police avait pour objectif de faire pression sur ces délégués pour qu'ils appellent leurs camarades à reprendre le travail sous prétexte que leur grève est « illégale ». Le patron de Soroubat, lui qui s'assoit sur la législation du travail, qui pratique des licenciements abusifs, peut dormir tranquille ; il a le droit de faire ce qu'il veut, avec la protection de la police !

Mais cette menace n'a pas impressionné les grévistes ; ils étaient déterminés. La police a alors monté la pression d'un cran en mettant sous les verrous 5 travailleurs pris dans trois différents chantiers.

C'est devant cette situation que les travailleurs, réunis en assemblée générale, ont décidé de reprendre provisoirement le travail en

espérant qu'en contrepartie leurs camarades emprisonnés seraient libérés.

Pour l'instant, leurs cinq camarades sont toujours en prison avant même d'avoir été jugés. Ce n'est rien de plus que des représailles contre l'ensemble des travailleurs qui ont osé faire face à l'arrogance patronale. Mais ce n'est pas pour autant que les travailleurs se sentent battus. Ils sont au contraire fiers d'avoir réussi à mettre en place une organisation soudée et efficace ; d'avoir relevé la tête devant leur exploiteur. Durant cette lutte, ils ont appris à s'organiser et à mieux se connaitre. Ils ont appris qu'ils ne peuvent compter que sur leurs propres forces pour faire aboutir leurs revendications. C'est d'ailleurs la tête haute qu'ils ont décidé la reprise du travail. Ils ont décidé de ne pas abandonner leurs frères emprisonnés. Des collectes ont été faites pour aider leurs familles et pour qu'ils aient à manger dans leurs lieux de détention. Ils ont contacté un avocat pour les défendre devant les juges. Et ils n'ont pas dit leur dernier mot sur une reprise éventuelle de la lutte car ils tiennent à défendre leurs droits.

CÔTE D'IVOIRE

LES OUVRIERS DES SOUS-TRAITANTS DE BATIM-CI SE FONT ENTENDRE

Nestlé Côte d'ivoire est entrain d'augmenter sa capacité de production en construisant une deuxième unité, dans la zone industrielle de Yopougon. Les travaux sont confiés à l'entreprise GEMA-Construction qui à son tour a sous-traité avec BATIM-CI. Mais cette dernière, pour mieux exploiter les travailleurs, a pour habitude d'utiliser des intermédiaires appelés « tâcherons ». Sur ce chantier, les travailleurs qui sont un peu plus de 150 personnes sont employés par trois tâcherons. Ce sont ces derniers qui sont chargés de faire le sale boulot. Les travailleurs ne sont jamais déclarés à la CNPS ; les salaires sont en dessous du Smig pour les manœuvres ; les paies se font toujours en retard.

C'est d'ailleurs pour le retard de salaire du mois de septembre que les travailleurs ont arrêté le travail le vendredi 9 octobre. Ils ont tout bloqué sur le chantier quand la direction leur a dit que le chèque devrait attendre 72 heures avant d'êtretouché. Les travailleurs qui, ce jour là, avait une rencontre avec leur syndicat, ont profité de l'occasion pour exposer leurs difficultés, et discuter ensemble de ce qu'il faudrait faire pour contraindre le patron à les respecter.

Donc c'est tous gonflés qu'ils sont repartis voir la direction pour lui dire qu'ils ne reprendront le travail, ni ne rentreront à la maison sans leur paie en poche. Vu la détermination des travailleurs, les patrons se sont débrouillés pour que le chèque de 72 heures se transforme en argent sur place. Et c'est tout content de leur mobilisation mais surtout de leur détermination que les travailleurs sont passés à la caisse prendre leur salaire.

Du coup, cette petite victoire a donné de bonnes idées aux travailleurs. Ils ont bien retenu la leçon qu'en se mettant ensemble, ils peuvent préparer d'autres petits plats bien salés pour les servir à leur patron.

LES TRAVAILLEURS DE LA « CITÉ ALLIANCE » À ANYAMA OBLIGENT LE PATRON À LES RESPECTER

A la fin du mois de septembre, pour ne pas payer le salaire des travailleurs, la direction a pris pour prétexte les élections du 25 octobre pour fermer le chantier. Mais mal lui en a pris de dire aux travailleurs de rentrer chez-eux sans leur salaire. Il a même ajouté qu'ils devraient passer de temps en temps pour voir si le salaire est positionné.

Les travailleurs ont pris cette promesse pour une foutaise à leur égard. Ils ont commencé à barricader les bureaux des patrons ainsi que

l'entrée principale du chantier. La direction a fait appel à la police pour déloger les travailleurs. Mais au vu de l'explication des faits, les policiers ont même encouragé les travailleurs à tenir bon.

Quand la direction a vu qu'elle était acculée sans le soutien des Forces de l'ordre, elle a fait venir de l'argent pour payer les salaires. Elle a payé la moitié du salaire ce jour là et promis de payer le reste la semaine suivante. Mais chose étonnante, la direction qui avait parlé de la fermeture du chantier pour cause d'élection, n'a plus fermé le chantier. Les travaux continuent avec les mêmes travailleurs. Apparemment c'était une ruse pour s'envoler avec le salaire des travailleurs. Et comme cela, une fois après les élections, elle allait recruter d'autres travailleurs pour continuer sa sale besogne. Mais elle s'est fourrée, pour cette fois-ci, le doigt dans le nez.

SÉNÉGAL

UNE RENTRÉE SCOLAIRE DIFFICILE POUR LES QUARTIERS PAUVRES

Plusieurs semaines avant la rentrée scolaire, le gouvernement sénégalais claironnait que les cours allaient commencer en temps et en heure, le jour prévu pour la rentrée officielle, le 5 octobre pour les enseignants et le 8 octobre pour les élèves. Le ministre de l'Éducation nationale avait même sorti à cette occasion un slogan tapageur en ouolof « Ubbi tey jang tey » (commencer les cours le jour de la rentrée)

Mais les habitants des quartiers populaires de Dakar savent que ce ministre raconte des salades. Leurs enfants ne peuvent pas commencer les cours pour la simple raison que leurs écoles sont encore envahies par les eaux de pluies. C'est le cas par exemple de l'école élémentaire d'Unité 11 des Parcelles Assainies de Keur Massar, un quartier populaire de Dakar. Voici ce que raconte un témoin cité par un journal d'opposition, à 10 jours de la rentrée : « *Pour y accéder, il faut passer par de nombreuses briques qui font office de passerelle. Une grande partie de la cour de l'établissement non clôturée est remplie d'eau. L'autre est gagnée par de hautes herbes qui font le bonheur de tous les ruminants du quartier. D'ailleurs, les éleveurs viennent y chercher de l'herbe pour nourrir leurs bêtes à la maison* ». Comment dans ces conditions-là les enseignants pourraient-ils dispenser des cours aux élèves ?

De l'aveu même des autorités publiques, près de 150 écoles se trouvent dans ce cas, sur l'ensemble du pays. Certaines écoles sont encore occupées par des familles sinistrées, dont les maisons ont été emportées par les inondations.

Chaque année c'est la même situation qui se répète. Les parents d'élèves et les enseignants ne cessent de mettre en garde les autorités pour qu'elles agissent bien avant la rentrée scolaire afin que les écoles ne soient pas envahies par les eaux de pluies. Pour cela il y a des travaux de canalisation des eaux de ruissellement à faire. Des parents se portent même volontaires pour aider les autorités à réaliser les travaux nécessaires pour peu qu'elles y mettent les moyens. Mais le gouvernement est sourd lorsqu'il s'agit de s'occuper sérieusement des problèmes quotidiens des habitants des quartiers pauvres.

Qu'il s'agisse de la question de l'électricité, de l'eau potable, de la voirie, de la santé ou de l'éducation, le gouvernement est d'une totale incompétence. En revanche lorsque les gens commencent à manifester leur colère dans les rues, là il trouve les moyens, en matériel et en humain pour les réprimer violement.

****

****

****

SÉNÉGAL

LES ENSEIGANTS RÉCLAMENT LE PAYEMENT DES JOURS DE GRÈVE

Le ministre de l'Éducation nationale veut une rentrée scolaire en douceur mais les enseignants ne l'entendent pas de cette oreille. Ils veulent que leur salaire du mois de mars dernier, coupé pour fait de grève, leur soit totalement versé. Dans un premier temps, le gouvernement a voulu jouer les gros bras en se montrant ferme et en refusant le paiement des jours de grève. Mais devant la menace d'une rentrée scolaire agitée par une nouvelle grève, Macky Sall a reculé et a promis de payer. Mais les enseignants sont sur leur garde. Ils ont l'habitude des promesses non tenues des gens du pouvoir. Certains sont prêts à reprendre la grève pour la revalorisation de leurs salaires et pour l'amélioration de leurs conditions de travail.

Quelle ruse le gouvernement va-t-il tenter de mettre en œuvre cette fois-ci pour casser le mouvement de mécontentement avant qu'il ne s'amplifie? L'année dernière il avait tenté d'opposer les parents et les élèves contre les enseignants mais cela n'avait pas fonctionné puisque les élèves sont sortis dans la rue pour soutenir la grève des enseignants et pour revendiquer eux-aussi de meilleures conditions de scolarité.

Les enseignants ont raison de lutter pour obtenir un meilleur salaire et de meilleures conditions de travail. Avec leurs maigres salaires, la plupart d'entre eux, surtout ceux des écoles primaires, ne peuvent même pas se loger correctement. Le mépris du gouvernement envers eux, c'est aussi un mépris envers la population pauvre. C'est toute la scolarité des enfants des classes pauvres qui est délaissée.

LES ÉBOUEURS SONT EN COLÈRE

Les éboueurs de la municipalité de Dakar

Une rue de Dakar lors de la grève des éboueurs en décenbre2013

sont de nouveau en grève pour revendiquer le payement de leurs salaires. Certains n'ont rien touché depuis quatre mois. La mairie de Dakar, le gouvernement et les sociétés de sous-traitance se rejettent la responsabilité de ce « disfonctionnement ». Mais les travailleurs, eux n'y sont pour rien dans l'incompétence des services qui gèrent la voirie dakaroise. Il faut que leurs salaires soient payés en temps et en heure. Déjà que ces salaires sont maigres, il n'y a pas de raison qu'ils attendent des mois et des mois pour les percevoir !

Ce n'est pas la première fois que les éboueurs se mettent en grève. Déjà en décembre 2013, durant plusieurs semaines, les ordures n'étaient pas ramassées à Dakar à cause du non payement de plusieurs mois de salaire. Les habitants se souviennent des odeurs pestilentielles qui avaient envahi leurs quartiers à cause des ordures qui s'entassaient.

Les éboueurs sont de nouveau en colère pour les mêmes raisons. C'est eux qui ont raison ! En ne les respectant pas, leurs autorités de tutelles sont responsables des conséquences de leurs grèves sur la vie quotidienne des habitants.

M A L I

IBK REND VISITE À SON MAÎTRE DE PARIS

Le président du Mali a prévu de faire une « visite d'Etat » à Paris du 20 au 24 octobre. A cette occasion Hollande va lui dérouler le tapis rouge, histoire de faire croire qu'il reçoit une personnalité de première importance. Il va recevoir en réalité un des sous-fifres de l'impérialisme français de sa chasse gardée de l'Afrique sahélienne.

Pour que cette visite à Paris ne soit pas trop vue comme une simple visite d'un valet à son maître, IBK a annoncé qu'il va se rendre à l'ossuaire de Douaumont pour rendre hommage à son grand-père tué à Verdun pendant la Première Guerre mondiale, alors qu'il combattait dans l'armée française. Il a prévu de faire un petit discours sur les tirailleurs africains recrutés de force pour servir de chair à canon dans cette guerre entre pays impérialistes.

En réalité IBK vient pour quémander quelques aides supplémentaires. Il en a besoin non pas pour venir en aide à la population pauvre du Mali, victime de la guerre et de la crise économique, mais pour sauver son régime qui a du mal à faire face à la rébellion au Nord du pays. Celle-ci constitue toujours une menace pour le pouvoir malien malgré tout le cinéma fait autour de la « réconciliation ». L'armée française est déjà présente au Mali sous couvert de l'ONU, mais ça ne lui suffit pas. Il a besoin davantage de soutien militaire de la France car il ne peut pas compter sur l'armée malienne plus prompte à racketter les petites gens qu'à faire la guerre contre la rébellion au Nord du Mali.

L'ART DE VIDER LES CAISSES DE L'ÉTAT EN ENGRAISSANT SES AMIS

Suite au dernier remaniement ministériel effectué par IBK le 24 septembre dernier, le gouvernement malien compte une pléthore de ministres, trente au total, sans compter le nombre de secrétaires et sous-secrétaires d'Etat. Il y a des ministres pour tout, y compris pour promouvoir les « Droits de l'homme », de la « Promotion de la femme », de « l'Habitat » ou de « l'Hygiène publique » , de la Réconciliation nationale », etc. Autant de titres ronflants qui ne servent qu'à engraisser les partisans proches d'IBK et d'acheter quelques opposants récalcitrants.

Les caisses de l'État sont vides parait-il ; les dirigeants disent qu'il n'y pas d'argent pour construire des écoles ou des maternités. Depuis des décennies les travailleurs immigrés sont obligés de mettre la main à la poche pour réaliser des infrastructures dans leurs villages à cause de la défaillance de l'Etat, y compris pour effectuer des forages ou des retenues d'eau ou des routes pour relier leurs localités aux villes voisines. Quand un ministre ou une personnalité importante de l'Etat fait un déplacement dans leur village c'est pour inaugurer une réalisation à la quelle l'Etat malien n'a aucunement participé.

Mais de l'argent, le gouvernement en trouve pour caser tous ces ministres qui ne servent à rien.

****

****

****

TCHAD

LA MENACE DE GRÈVE A FAIT RECULER LE GOUVERNEMENT

Il paraît que le gouvernement tchadien fait face à une crise financière aigüe. Selon les dirigeants, c'est à cause de la baisse des revenus pétroliers et le faible taux de recouvrement des impôts.

C'est faux, c'est un grossier mensonge. L'argent, il y en a mais dans les poches de la plupart des dirigeants politiques, à commencer par le Président Idriss Deby, son clan et son entourage. Ils détiennent des millions voire des milliards de francs CFA thésaurisés ou mis dans les banques à l'étranger. Avec ces sommes volées, certains construisent sur place des villas qui poussent comme des champignons dans le quartier des « nouveaux riches » ; d'autres préfèrent acheter des villas en France ou en Suisse comme les anciens chefs d'Etat : Bokassa, Mobutu et autres dictateurs.

Sous prétexte de résoudre cette crise financière, le gouvernement a décidé de faire payer les travailleurs de la Fonction publique en supprimant des « indemnités ». L'Union des syndicats du Tchad (UST), le plus grand des syndicats du pays réagit vivement à cette nouvelle attaque en appelant les travailleurs du public à débrayer à partir du 30 septembre pour trois jours renouvelables. L'UST rappelle que certaines de ses revendications ne sont pas prises en compte par le gouvernement et que les discussions n'évoluent pas : *« Nous sommes soudés et nous observerons cette grève. Il faut que le gouvernement mette en application nos revendications. Ce n'est pas par gaieté de cœur que nous irons en grève…*

Au début, le gouvernement a menacé de sanctionner les travailleurs qui feraient cette grève mais devant la détermination de l'UST, il a reculé. Dans un « point de presse », le ministre des Finances a notamment déclaré : « Au titre des indemnités et primes allouées aux travailleurs du secteur public, le gouvernement tient à éclairer les sceptiques qu'il n'a jamais été procédé à leur suppression ».

Il a fallu cette détermination des travailleurs pour que le gouvernement ravale sa mesure de suppression des indemnités. C'est tant mieux !

MADAGASCAR

TOLIARA ET SES ENVIRONS FACE À LA DÉGRADATION CLIMATIQUE ET À LA PAUVRETÉ ENGENDRÉE PAR LE CAPITALISME

Le réchauffement climatique, sujet de la prochaine conférence COP 21, est en grande partie la conséquence de l'activité industrielle telle qu'elle est organisée par les entreprises capitalistes, sans le moindre souci des conséquences néfastes sur les travailleurs, la population et la planète. Ces multinationales sont essentiellement originaires des pays riches, mais c'est pour la population des pays pauvres que leurs effets sont les plus désastreux. C'est le cas à Madagascar, pays classé à la fois comme l'un des plus pauvres du monde et comme l'un de ceux qui sont le plus soumis aux aléas climatiques. Alors que ses émissions de gaz à effet de serre sont marginales (2,1 millions de tonnes de CO2 rejetés en 2013 dans l'atmosphère contre 344 millions pour la France), Madagascar connaît l'intensification des cyclones, un allongement de la durée des sécheresses, la dégradation du littoral et des sols. Les moindres tempêtes, les sécheresses prolongées, prennent des allures de catastrophes.

Pour faire face aux crues du cours d'eau Fiherenana, le responsable a en tout et pour tout un Zodiac. Une digue n'a pu être construite que grâce à l'argent de la banque mondiale. Plus loin le sable envahit tout et il faut reconstruire sa maison dans un autre site. Les gens vendent leur

bétail et leurs biens, sont réduits à se nourrir de racines de plantes sauvages. La déforestation est catastrophique. Elle est due au fait que, faute de bombones de gaz à prix abordable, d'électricité d'origine hydroélectrique ou autre, la population n'a d'autre source d'énergie pour satisfaire ses besoins de base tel que la cuisson des aliments, que d'utiliser du bois sous forme de fagots ou de charbon, procuré sur les étals des marchés ou le long des rues. Alors même qu'il y a du charbon de terre : mais il est destiné à l'exportation comme celui de la mine de la Sakoa que le gouvernement a vendu à une société privée.

Les restes d'un pont détruit par le cyclone Haruna

Il en est de même dans le domaine de la santé : une plante appelée l'Artémisia Annua est très prisée par les trusts pharmaceutiques pour ses vertus antipaludéennes. Elle est produite dans cette région, mais le paludisme fait des ravages au sein de la population pauvre à chaque saison des pluies, qui est aussi celle des moustiques vecteurs de cette épidémie. Les médicaments produits avec les extraits de cette plante sont hors de portée de leurs maigres revenus.

La Spiruline, une microalgue cultivée dans des petites fermes d'aquaculture situées à plusieurs endroits autour de cette ville de Toliara, est vendue comme « complément alimentaire » dans les rayons de parapharmacie des grandes villes de France et d'autres pays riches. Elle est connue pour contenir de précieuses vitamines et des minéraux dont auraient certainement besoin les corps chétifs des enfants de cette province de l' « Atsimo-Andrefana », périodiquement victimes du « kéré », nom local de la famine.

Et le plus rageant, c'est que la solution est à portée de main. Le journal « Le Monde » rapporte que des jeunes malgaches, armés de Google Earth, voient très bien comment dévier un cours d'eau pour amener l'eau où il faut, mais « il nous faudrait juste un peu d'argent, et cela changerait tellement la vie des gens ».

Le problème n'est pas technique,, il n'est pas climatique, il est social et économique. Il a pour responsable l'organisation capitaliste de la planète.

Les Etats riches vont discuter gravement des changements climatiques, dûs en partie au moins à la pollution dont sont responsables leurs propres multinationales. Mais aucun ne donnera les 38 milliards d'euros nécessaires pour que Madagascar puisse faire face aux conséquences de ces dérèglements climatiques.

Quant aux autorités locales, elles n'ont pas pour fonction ni pour objectif de tenter d'améliorer la vie de la population. Si c'était le cas, cela se verrait, elles sont là pour s'enrichir sur le dos de la population tout en maintenant un ordre social inique qui sert avant tout les intérêts d'une poignée de compagnies multinationales.

Quant aux ONG qui interviennent sur place en aidant à creuser un puits ici, en prêchant là une gestion durable de la terre, elles ne font que proposer aux paysans de s'adapter à leur pauvreté, sans remettre le moins du monde en cause l'ordre social.

On pourra discourir à l'infini sur les dérèglements climatiques, on pourra s'évertuer à trouver des solutions alternatives : tant que l'on ne s'attaquera pas au capitalisme, à la racine du mal, il n'y aura pas d'avenir pour la population pauvre de Madagascar, ni d'ailleurs.

-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=-=

IMMIGRATION

LA SNCF CONDAMNÉE POUR DISCRIMINATION

Le 21 septembre, la SNCF a été condamnée par le tribunal à verser des dédommagements à des centaines de travailleurs qu'elle a recrutés au Maroc dans les années 1970 et qu'elle n'a pas reconnu comme cheminots. Conséquence : seulement 12% de leur salaire brut est versé en cotisation à la caisse de retraite, contre 32% pour un cheminot français. De ce fait ils ont dû travailler en moyenne sept ans de plus que leurs collègues français pour ne percevoir au bout du compte qu'une retraite misérable trois fois moins élevée que celle de leurs camarades de travail.

C'est donc depuis près d'une quinzaine d'années que ces plus de 800 travailleurs en activité ou en retraite se sont regroupés pour lutter ensemble afin de faire valoir leurs droits. Cette entreprise ferroviaire vient donc d'être condamnée à verser des dommages et intérêts allant de 150 000 à 230 000 euros à chaque travailleur.

D'ailleurs à cette époque des années 1970 de nombreuses personnes ont été encouragées par le patronat français à venir travailler dans ce pays car l'industrie automobile, le secteur du bâtiment et d'autres branches, avaient besoin de ce que le patronat considérait comme de la main d'œuvre corvéable dont il se débarrasserait aisément par la suite. C'est ainsi que beaucoup de personnes originaires du Mali, du Sénégal ou de la Mauritanie, ont dû quitter leurs familles au village pour accomplir des travaux pénibles en France. Aux côtés des travailleurs français, ils ont lutté ensemble pour les droits de tous.

Pour l'instant on ne sait pas si la SNCF fera appel ou pas de ce jugement (elle dispose d'un mois pour cela) mais d'ores et déjà cette petite victoire juridique est un encouragement pour tous les travailleurs.

LA FINANCE RACKETTE L'AFRIQUE AVEC LA COMPLICITÉ DE SES DIRIGEANTS

De nombreux pays d'Afrique ne peuvent plus emprunter sur les marchés financiers qu'à des taux de plus en plus élevés. Les financiers justifient ces hausses des taux par le fait que les économies africaines subissent la baisse des cours des matières premières et que les dirigeants de nos pays ont emprunté beaucoup de milliards en dollars. Les banques internationales parient sur une hausse du billet vert à court terme, hausse qui renchérira les remboursements de ces emprunts. Ils profitent de ces facteurs pour exiger des taux d'intérêt plus élevés qu'auparavant.

Après la Grèce, ce serait donc au tour de l'Afrique de se soumettre au dictat des banquiers et de la grande bourgeoisie qui profite de la crise pour piller encore plus la planète ? C'est déjà le cas depuis belle lurette mais la situation déjà dramatique des classes pauvres pourrait basculer vers une nouvelle aggravation.

Le gouvernement grec a capitulé face aux dirigeants de l'Union Européenne en acceptant leurs conditions, afin qu'ils ne ferment pas le robinet des crédits. Au bout du compte ce sont les travailleurs et les classes pauvres grecques qui paient la note sous forme de chômage aggravé, de hausse des prix, de gel des salaires, d'allongement du nombre d'années de cotisation pour atteindre l'âge de départ à la retraite, de

baisse des pensions, d'amputation du budget des hôpitaux et la liste est longue.

Face à cette réalité, les travailleurs d'Afrique et d'ailleurs ne peuvent compter que sur leur capacité à se mobiliser pour défendre leurs droits. La seule perspective pour tous est de renverser le capitalisme car au-delà de la finance et de la spéculation, c'est ce système lui-même qui est malade.

FRANCE

SOLIDARITÉ AVEC LES GRÉVISTES D'AIR FRANCE

Depuis le 5 octobre, les dirigeants politiques de ce pays, avec en tête Hollande et Valls, traitent de tous les noms les grévistes d'Air France. Les salariés de toutes les catégories se sont mis en grève pour protester contre l'annonce de 2 900 licenciements dans cette importante société d'aviation.

Au cours d'un rassemblement de protestation lors du Comité Central d'Entreprise (CCE), des grévistes ont bousculé des membres de la direction au point que deux d'entre eux ont eu leur chemise déchirée. Tout de suite les grévistes ont été traités de « voyous » par Valls, « c'est la chienlit » a dit Sarkozy et les médias n'ont pas hésité à parler de « lynchage ».

Le 12 octobre la direction d'Air France a annoncé l'arrestation de cinq salariés, à l'aube comme s'il s'agissait de dangereux criminels. Les hommes politiques, les médias, et la police se sont acharnés sur eux. On voit que les bourgeois mènent la lutte de classe dans toute sa brutalité.

Tant que les travailleurs acceptent l'exploitation et les licenciements sans trop rechigner, c'est dans l'ordre des choses et les bourgeois trouvent cela normal. Mais si les travailleurs manifestent leur colère et leur révolte, tous les bourgeois et leurs représentants se liguent contre eux.

Pour le cas des salariés d'Air France, Hollande est intervenu rapidement pour les condamner. Et Valls de son côté a lui aussi organisé un conseil de guerre avec les dirigeants de l'entreprise pour prendre des mesures contre les grévistes. En même temps les deux n'ont pas arrêté de vomir leur venin. Et de son côté le FN, parti d'extrême droite, a agi exactement dans le même sens. Tous ont montré leur haine envers les travailleurs en lutte.

Ceux d'Air France ont raison de défendre leur gagne-pain. Ils n'ont pas envie de se retrouver, à des milliers, sans travail. Pourtant pendant des années ils ont subi le gel des salaires, des conditions de travail qui se sont dégradées. Maintenant ils ne veulent pas se laisser mettre dehors.

Ils se défendent contre l'arrogance et la dictature des patrons. Ils méritent le soutien de tous les travailleurs.

****
****
****
****